

**CENTRE DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITE
ET L'INJUSTICE AU RWANDA
BP 141 Bruxelles 3
1030 BRUXELLES**

Bruxelles, le 8 septembre 2005

Tél/Fax : 32.81.60.11.13
GSM: 32.476.70.15.69

COMMUNIQUE n° 83/2005

Rwanda : La politique revancharde de décapiter, de terroriser et de neutraliser l'Eglise Catholique.

« *Mentez, mentez toujours, il en restera quelque chose* ». Ce proverbe illustre bien la stratégie utilisée par le Front Patriotique Rwandais (FPR) dans sa politique de délation, d'intimidation et d'exploitation du génocide rwandais pour des fins sociopolitiques et socio-économiques. Ayant appris que le père Guy THEUNIS est en réalité pris en otage par le système judiciaire rwandais paralysée par l'armée, le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR)* dénonce et condamne la politique revancharde contre l'Eglise Catholique qui a caractérisé le FPR depuis le déclenchement de sa lutte armée pour prendre le pouvoir au Rwanda.

Selon des sources proches du FPR, l'arrestation de ce missionnaire, reconnu comme militant des droits humains qui a toujours milité pour une presse indépendante et objective, **pourrait servir de monnaie d'échange dans deux agendas cachés** du FPR. A savoir :

- Faire chanter la communauté internationale en vue de négocier l'impunité des 69 officiers supérieurs du FPR accusés d'être impliqués dans l'assassinat de neuf espagnols (six missionnaires et trois travailleurs humanitaires) ainsi que dans les massacres des populations rwandaises et congolaises entre 1990 et 2004. En effet, le 8 avril 2005 l'Audience Nationale Espagnole a jugé recevable la plainte déposée à Madrid le 22 février 2005 par le Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs contre de hauts fonctionnaires de l'Etat Rwandais.
- Forcer la Belgique et les pays de l'Union Européenne à signer des accords d'extradition entre eux et le Rwanda. Or, dans ce pays, la magistrature et toutes les institutions officielles de l'Etat Rwandais sont contrôlées et paralysées par la junte militaire du Président Paul KAGAME impliquée dans les crimes de génocide et des crimes contre l'humanité commis au Rwanda et en République Démocratique du Congo (RDC) avec un bilan de près de 7.000.000 de personnes tuées dans les deux pays.

En effet, le père Guy Theunis, de nationalité belge, membre de la Société des Missionnaires d'Afrique (SMA), a été arrêté mardi le 6 septembre 2005 dans la soirée à l'aéroport international de Kanombe à Kigali (la capitale Rwandaise) par des agents de la DMI (Directorate of Military Intelligence), alors qu'il était sur le point de prendre un avion pour Bruxelles. Les agents de la DMI ont attendu qu'il soit seul dans la salle de transit pour l'arrêter. Lorsque le père Guy THEUNIS a commencé à téléphoner à son confrère qui venait de le conduire à l'Aéroport, les agents de la DMI lui ont arraché son téléphone portable avant qu'il puisse expliquer ce qui venait de lui arriver. Néanmoins, son confrère a compris qu'il y avait un problème et s'est mis à sa recherche. Le père Guy THEUNIS a ensuite été emmené dans un cachot de police à la Brigade judiciaire de REMERA proche de l'aéroport de Kanombe où il est encore détenu jusqu'aujourd'hui. Il sera entendu par le Parquet de Kigali ce Vendredi 9 septembre 2005 où le procureur envisagerait de le traduire devant un des 12.000 tribunaux GACACA où sévissent des syndicats de délateurs créés, entretenus et protégés par le FPR et qui facilitent les emprisonnements arbitraires des Hutu innocents.

Le père Guy THEUNIS a travaillé au Rwanda de 1970 à 1994 et y a exercé, de 1989 à 1994, diverses activités à Kigali en particulier dans le domaine des médias. Il a été Administrateur délégué du bimensuel « DIALOGUE » de 1989 à 1992 au Rwanda et de 1994 à 1995 il a continué à diriger ce bimensuel qui s'est exilé à Bruxelles pour pouvoir garder son indépendance. Entre 1992 et 1994, c'est un rwandais, monsieur FUNGA François, qui l'a remplacé à ce poste. Monsieur FUNGA François a été tué par un militaire Hutu qui l'a abattu à bout portant sur une barrière où, avec ses voisins, il veillait à la sécurité de leur quartier. Rappelons que DIALOGUE était qualifiée à tort comme une revue pro-FPR par les extrémistes hutu en 1994. Aujourd'hui certaines autorités rwandaises et membres du FPR la considèrent à tort comme une revue des exilés Hutu. Pour saboter la revue DIALOGUE, éditée momentanément à Bruxelles, certains anciens membres de son comité de rédaction proches du FPR ont tenté de publier leur « propre revue DIALOGUE » à Kigali mais sans aucun succès. Après 1994, Guy THEUNIS a contribué à la mise en place de Radio AMAHORO dont les émissions étaient préparées à Bruxelles et diffusées par une Radio africaine.

Après le génocide rwandais (d'avril à juillet 1994), le père THEUNIS a regagné la Belgique pour aller ensuite travailler, de 1998 à 2003, à l'Institut catéchétique de Lumko en Afrique du Sud. Depuis deux ans, il est chargé de la formation permanente de la SMA à Rome (Italie). Le Père Theunis venait de passer un mois en République démocratique du Congo (RDC) voisine du Rwanda, où il a participé à une session de cours sur le thème de la communication non violente et à une retraite de prêtres diocésains. De Kinshasa, capitale du Congo, le missionnaire s'est rendu à LUBUMBASHI, à KALEMIE, à GOMA, à BUKAVU (dans l'Est de la RDC) et enfin à KIGALI (au Rwanda) pour repartir en Belgique.

Depuis son arrestation, des sources locales assurent que le père Guy THEUNIS se porte bien et qu'on lui a trouvé un avocat qui va le défendre. D'après le journal « Le Soir » du jeudi 8 septembre 2005, le chargé d'affaires et le consul de l'Ambassade de Belgique à Kigali lui ont rendu visite. A Bruxelles, le ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Karel De Gucht, a exprimé son étonnement et a demandé des explications à Kigali. Il a rappelé qu'aucun dossier concernant le père Guy THEUNIS n'avait été transmis par le Rwanda et que dans le passé toutes les personnes impliquées dans le génocide avaient été poursuivies par la justice Belge. Le nom de Guy THEUNIS ne figure par sur les différentes listes officielles des suspects du génocide établies par le gouvernement rwandais depuis 1996.

Le missionnaire, qui avait milité dans divers organismes de défense des droits de l'homme, dans des mouvements contre la violence et dans divers médias durant les 23 années passées au Rwanda, a en effet été entendu à plusieurs reprises par des autorités politiques et judiciaires internationales (comme la commission d'enquête de l'Assemblée nationale française ou le Sénat belge) en qualité de témoin.

L'arrestation de ce missionnaire a surpris tous ceux qui le connaissent mais ce n'est pas la première fois que la junte militaire du président rwandais, le Général Paul KAGAME, s'attaque à des religieux de l'Eglise Catholique. Nous reprenons dans ce communiqué les noms des évêques Hutu et congolais ainsi que ceux des religieux européens assassinés par les militaires du Front Patriotique Rwandais de 1994 à 2000.

1) **Les évêques et prêtres catholiques assassinés le 5 juin 1994** par les soldats du FPR : Monseigneur Vincent NSENGIYUMVA, archevêque de Kigali, Monseigneur Joseph RUZINDANA évêque de Byumba, Monseigneur Thaddée NSENGIYUMVA, évêque de Kabgayi et président de la Conférence épiscopale du Rwanda. Les neufs prêtres assassinés sont tous de la diocèse de Kabgayi sauf l'Abbé Denis MUTABAZI du diocèse de Nyundo et le Supérieur Général des Frères Joséphites, Jean Baptiste NSINGA. Les prêtres sont Monseigneur Jean Marie Vianney RWABILINDA, vicaire général, Monseigneur Innocent GASABWOYA, ancien vicaire général ; les abbés Emmanuel UWIMANA, recteur du petit séminaire de

Kabgayi, Sylvestre NDABERETSE, économiste général, Bernard NTAMUGABUMWE, représentant préfectoral de l'enseignement catholique, François Xavier MULIGO, curé de la paroisse Kabgayi et les vicaires Alfred KAYIBANDA et Fidèle GAHONZIRE (qui est en même temps aumônier de l'hôpital de Kabgayi). C'est tout le staff du diocèse de Kabgayi qui a été massacré et le diocèse fut ainsi décapité. Les auteurs de ces crimes sont tous connus mais protégés par la junte militaire du Président Kagame. Le 30 novembre 1996, Monseigneur Phocas NIKWIGIZE, Evêque de RUHENGARI, a été enlevé par les militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise à la frontière de GISENYI lors de son retour au Rwanda et il a disparu jusqu'aujourd'hui. Monseigneur Christophe MUNZHIRWA, archevêque de BUKAVU au Sud Kivu en RDC, a été assassiné le 29 octobre 1996 à Bukavu par le FPR.

- 2) **Les religieux espagnols catholiques assassinés par le FPR** sont : le père Joaquin VALLMAJO SALA né le 21 mars 1941 et arrivé au Rwanda le 27 juin 1965 et tué le 26 avril 1994 à Byumba au nord-est du Rwanda, Le père Isidro UZCUDUN Pouso né le 24 janvier 1931 et tué à Mugina le 10 juin 2000. Les frères maristes tués par le FPR à Nyamirangwe (Congo) le 31 octobre 1996 sont : Servando MAYOR Garcia né le 20 juillet 1952 et arrivé au Rwanda en 1995, Julio RODRIGUEZ Jorge né le 20 octobre 1956 (14 ans dans la région), Miguel Angel ISLA LUCIO né le 8 mars 1943, Fernando DE LA FUENTE né le 16 décembre 1943.
- 3) **Les coopérants espagnols tués par le FPR le 18 janvier 1997** à Ruhengeri (nord-ouest du Rwanda) sont : Maria FLORS SIRERA FORTUNY (33 ans) né le 25 avril 1963, Manuel MADRAZO OSUNA (42 ans) né le 14 septembre 1954 et Luis VALTUENA GALLEGRO (30 ans) né le 7 février 1966.
- 4) **Les pères canadiens tués par le FPR** : Le père Claude SIMARD tué le 17/10/1994 était Curé de la paroisse Ruyenzi à Butare et le père Guy PINARD, curé de la paroisse Kampanga, tué en pleine messe le 2 février 1997 à Ruhengeri
- 5) **Le père croate Curic VIJEKO tué le 31/01/1998** à Kigali par un militaire FPR. Il était économiste général du diocèse de Kabgayi à Gitarama.

Les missionnaires d'Afrique (ou Pères Blancs) sont persécutés par les extrémistes tutsi et leurs nouveaux médias de la haine depuis la victoire du FPR en 1994 :

a) Depuis la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais (FPR), les extrémistes tutsi, véritables détenteurs du « *pouvoir occulte* » n'ont jamais cessé de s'attaquer à l'Eglise Catholique en général et **plus particulièrement à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs)**. Ce « *pouvoir occulte* », qui constitue une sorte de « *gouvernement parallèle* » au gouvernement officiel, contrôle et paralyse toutes les Institutions de l'Etat Rwandais (Gouvernement, Parlement, Magistrature et Armée). **C'est ce pouvoir qui gère les massacres, la terreur d'Etat, les assassinats politiques, les enlèvements, la torture, les emprisonnements arbitraires, le squattage et le pillage des biens publics et privés.** Les Pères blancs sont les cibles de ces extrémistes à travers les nouveaux médias tant publics que privés et surtout dans le journal gouvernemental « **La Nouvelle Relève** » édité par l'ORINFOR (Office Rwandais d'Information).

b) **Dans « La Nouvelle Relève n° 361 du 15 juin 1998 à la page 5, plus de 30 rwandais dont 14 députés** ont adressé, en mai 1998, une lettre ouverte très virulente aux Supérieurs de la Congrégation des Missionnaires d'Afrique pour les accuser en six points suivants :

- ***D'avoir systématisé et accentué les divisions ethniques;***
- ***D'avoir, de connivence avec le pouvoir colonial, fait massacrer des tutsi en 1959 sous le couvert d'une prétendue révolution sociale hutu*** (pourtant elle fut acceptée et reconnue par le FPR dans son Manifeste politique de 1991 après que 25 hauts cadres du FPR aient été convaincus par leur nouveau recrue Monsieur Seth SENDASHONGA!);
- ***De protéger abusivement des prêtres religieux accusés du crime de génocide;***
- ***D'empêcher l'Eglise du Rwanda de reconnaître sa culpabilité dans le génocide;***

- **D'avoir inventé la propagande de la persécution de l'Eglise au Rwanda;**

- **De ne pas reconnaître que l'évangélisation du Rwanda est un échec;**

En conclusion, les signataires de la lettre déclarent : « *Nous vous suggérons de vous retirer momentanément de ce pays, quitte à y revenir plus tard avec un personnel ayant l'avantage de n'avoir jamais été mêlé au drame rwandais* ».

c) Dans « La Nouvelle Relève » n° 362 du 30 juin 1998 de la page 12 à 16, l'ancien prêtre Privat RUTAZIBWA, Directeur de l'ARI (Agence Rwandaise d'Information, une agence privée financée par les caisses noires du FPR et chargée de désinformer pour le compte du « *pouvoir occulte* » des extrémistes tutsi et véritables maîtres du Rwanda), s'attaque virulemment aux Missionnaires d'Afrique appelés aussi « Pères blancs ». Dans sa lettre du 7 Juin 1998 intitulée « **Missionnaires de l'évangile ou apôtres de la haine: Lettre ouverte aux responsables de l'ASUMA/Rwanda** », Privat RUTAZIBWA tente de prouver que ce sont les missionnaires qui ont mis sur pied l'idéologie ethniste, qui sont les promoteurs des « *régimes hutistes et génocidaires* », et qu'ils continuent à afficher la même complicité surtout à travers « **le négationnisme rampant** ». Privat Rutazibwa termine sa lettre en suggérant aux Pères blancs deux choses « *...il est temps que les missionnaires pensent eux-mêmes à s'effacer ou à s'occuper d'un apostolat réellement constructif, sans devoir obliger les rwandais à les y contraindre* ». Il estime que « **le changement des équipes serait la dernière alternative: les missionnaires, qui ont passé un certains nombre d'années au Rwanda devraient se faire remplacer par de tout nouveaux, sans passé idéologique et politique de compromission et de parti pris** ».

Dans ce même numéro 362, les journalistes de l'Etat s'attaquent, dans un amalgame étonnant, à la revue DIALOGUE, à certains pères blancs et à toutes les organisations qui osent dénoncer et condamner les crimes commis par le régime du FPR. A la page 15, même **le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda y est attaqué comme toutes les organisations des droits humains qui dénoncent les crimes du régime rwandais tel qu'Amnesty International ou les observateurs de l'ONU chassés du Rwanda le 31 juillet 1998 soit deux jours avant la 2^{ème} guerre d'invasion de la RDC déclenchée par le FPR le 02/08/1998.** Tous ceux qui critiquent le régime FPR sont qualifiés « *de complices des génocidaires ou des révisionnistes et négationnistes, etc...* ». **Les accusations sont nombreuses dans la lettre de Privat RUTAZIBWA:** « *De nombreux organes de presse proches des milieux missionnaires rivalisent de zèle dans la diffusion des idées révisionnistes, négationnistes et ethnistes ainsi que dans la désinformation systématique orchestrée contre le nouveau Rwanda* ». Dans la « Nouvelle Relève n° 330 page 16 et le Magazine français GOLIAS n° 48-49-Spécial été 1996 » la Revue DIALOGUE et son ancien Directeur le Père blanc Guy TEUNIS sont traités de négationnistes lorsqu'ils ont osé écrire « *une dictature est remplacée par une autre dictature plus intelligente...* »

CONCLUSION :

En effet, depuis avril 1994, le noyau dur des extrémistes tutsi du FPR a décidé de se venger sur l'Eglise Catholique du Rwanda qu'ils accusent d'avoir contribué à la chute de la monarchie tutsi en 1959 avec l'appui de la Belgique. Pour réussir le projet de déstabilisation de l'Eglise catholique, ils ont programmé d'exploiter tous les voies et moyens possibles pour démanteler le clergé et surtout éliminer progressivement tous les religieux hutu

Parmi ces moyens, l'élimination physique, l'exil et la délation sont devenus des armes redoutables pour casser les religieux indésirables et considérés comme des ennemis potentiels du régime actuel. Ces moyens sont également utilisés dans l'anéantissement des intellectuels, des hommes d'affaires et des paysans progressistes Hutus. A part les assassinats opérés par les escadrons de la mort, la délation transite surtout par les « *nouveaux médias de la haine* » sponsorisés par le régime du FPR

Pour humilier l'Eglise, Mgr Augustin MISAGO, évêque catholique de Gikongoro, a été arrêté le 14 avril 1999 vers 12 heures à Kigali alors qu'il se rendait à une réunion des Evêques catholiques du

Rwanda. Il avait quitté l'évêché de Gikongoro ce jour-même vers 10 heures à bord du même véhicule que son homologue du diocèse voisin de Butare, Monseigneur Philippe RUKAMBA. Le véhicule des deux évêques a été intercepté à l'entrée de la capitale rwandaise Kigali, au lieu dit Giticyinyoni. Mgr Misago fut emprisonné arbitrairement pendant plus d'une année et il fut acquitté et libéré le 15 juin 2000 après un procès fort médiatisé.

En plus de deux prêtres (l'Abbé Edouard NTULIYE et l'Abbé Jean François KAYIRANGA) condamnés arbitrairement à mort le 17/4/98 à Kibuye et libérés par la suite, d'autres religieux et religieuses sont emprisonnés depuis plus de 10 ans sans dossiers et sans enquêtes judiciaires. Parmi eux, se trouve le Curé de la paroisse BYIMANA (diocèse Kabgayi), l'abbé Joseph NDAGIJIMANA détenu dans la prison de Gitarama depuis février 1995 (Voir le communiqué du CLIIR n°82/2005 du 29 août 2005). Dans le rapport publié par la Commission du Parlement Rwandais le 30 juin 2004, plusieurs prêtres catholiques ont été diffamés et menacés d'emprisonnement. Certains ont réussi à fuir le Rwanda comme l'Abbé Protais DUSABE curé de la paroisse de MURAMBA (province Gisenyi) accusé d'avoir encadré et aidé plus de 3.800 veuves Hutu dont les maris ont été massacrés par le FPR dans plusieurs attaques dirigées contre des paysans Hutu dans le nord-ouest du Rwanda.

RECOMMANDATIONS : Le Centre recommande instamment :

Au gouvernement rwandais :

- de libérer immédiatement et sans conditions le père Guy THEUNIS ;
- de cesser toutes les persécutions dirigées contre les Eglises chrétiennes et particulièrement contre l'Eglise Catholique qui a déjà perdu de nombreux prêtres ;
- de suspendre les juridictions GACACA tant qu'elles sont détournées de leur mission par les agents de la DMI et les extrémistes tutsi qui paralysent toutes les institutions.

Au gouvernement belge :

- de faire des pressions nécessaires pour faire libérer le père Guy THEUNIS et d'autres prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons rwandaises ;
- de revoir sa politique de soutien absolue au régime dictatorial de Kigali ;
- de conditionner toute aide au respect des droits humains et des libertés publiques ;
- de cesser tous ses financements des tribunaux GACACA qui ont été détournés de leur mission par les agents de la Directorate of Military Intelligence (DMI).

A la Société des Missionnaires d'Afrique (SMA) :

- de ne ménager aucun effort pour exiger la libération immédiate du père Guy Theunis;
- de ne pas se fier complètement aux négociations des autorités belges et des autorités officielles rwandaises car elles sont contrôlées et paralysées par le « pouvoir occulte » des chefs militaires et politiques du FPR qui tiennent en otage le peuple et les institutions officielles rwandais
- d'insister auprès du Saint Siège afin que l'Eglise Catholique Universelle vole au secours de l'Eglise catholique du Rwanda menacée de destruction lente mais sûre par un régime qui a peur des témoins gênants comme le père Guy THEUNIS ;

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur.

CLIIR* : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humains.

